



FICHE D'INFORMATION - SOMMET UE-AFRIQUE

L'UE et l'Afrique: un partenariat stratégique

L'Europe et l'Afrique sont deux continents voisins liés par une histoire, une culture et une géographie communes, ainsi que par les échanges approfondis entre leurs peuples. La coopération qu'ils ont établie reflète la richesse et la diversité de leurs relations.

En 2007, les chefs d'état ou de gouvernement européens et africains ont adopté la stratégie commune Afrique-UE en tant que cadre politique global définissant la coopération entre les deux continents, sur le fondement d'une vision et de principes communs. Le partenariat Afrique-UE, consacré par la stratégie commune, est une nouvelle vision porteuse d'avenir des relations entre l'Europe et l'Afrique: partant de la solidarité et des intérêts communs avérés entre l'Afrique et l'Europe, il a pour but d'établir un partenariat d'égal à égal, dans le but affirmé d'aborder ensemble les questions d'intérêt commun.

Depuis son adoption, le partenariat a tant approfondi qu'élargi la coopération. Il est aujourd'hui le principal vecteur de la réalisation de notre vision commune: la prospérité et la paix communes, au service de la population européenne et africaine.

De Lisbonne à Bruxelles: les transformations en Afrique et en Europe

Depuis l'adoption de la stratégie commune Afrique-UE à Lisbonne en 2007, les deux continents ont connu de profonds changements économiques et politiques.

L'Afrique a vécu une transformation économique impressionnante. Son PIB moyen a augmenté de 5,2 % par an entre 2003 et 2011. En 2012, sur les dix économies enregistrant la croissance la plus rapide dans le monde, huit étaient africaines. Les évolutions démographiques ont elles aussi été remarquables: la population africaine est la plus jeune du monde et connaît aussi la croissance la plus rapide, ce qui constitue à la fois un défi à relever et des occasions à exploiter. L'intégration africaine a progressé parce qu'un nombre croissant de mesures ont été adoptées par l'UA et des organisations régionales en vue de favoriser une coopération plus étroite.

L'Europe s'est également modifiée. Au cours des dix dernières années, le nombre de ses États membres est passé de 15 à 28, et sa marche vers une plus grande intégration est passée par la création de l'euro et l'adoption du traité de Lisbonne. Sortant aussi tout juste d'une grave récession, l'Europe a besoin d'une période de croissance soutenue pour contribuer à la réduction du chômage dans ses États.

Le sommet de 2014 à Bruxelles: investir dans les personnes, pour la prospérité et pour la paix

Après trois réunions tenues respectivement au Caire en 2000, à Lisbonne en 2007 et à Tripoli en 2010, le quatrième sommet UE-Afrique se tiendra à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014.

Ayant choisi pour thème "**Investir dans les personnes, pour la prospérité et pour la paix**", le sommet mettra en évidence le champ remarquablement étendu de la coopération entre les deux continents. Réunissant plus de quarante chefs d'État ou de gouvernement africains et vingt homologues européens, il est l'expression d'un engagement de haut niveau envers le partenariat et de la détermination à approfondir ce dernier.

P R E S S E

Investir dans les personnes

L'investissement dans les personnes est au cœur du partenariat UE-Afrique. Au cours des sept dernières années, l'Afrique et l'UE ont œuvré de concert pour améliorer les moyens d'existence des populations dans les domaines qui préoccupent le plus les citoyens.

L'Afrique a obtenu des résultats concrets en termes de développement du potentiel professionnel au moyen de programmes de **formation, d'enseignement et d'acquisition de qualifications** correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Grâce à l'aide de l'UE, 3,4 millions de personnes ont reçu une formation technique et professionnelle (OMD 1) entre 2007 et 2013. Durant la même période, 9,4 millions de nouveaux élèves ont été inscrits à l'école primaire (OMD 2) et, à ce jour, 170 000 nouvelles étudiantes de tout âge se sont inscrites dans l'enseignement secondaire (OMD 3).

Dans le domaine des **échanges et de la recherche universitaires**, des liens étroits se sont tissés entre les deux continents. Dans le cadre du programme Erasmus Mundus, plus de 1 500 étudiants venus de toute l'Afrique ont obtenu des bourses pour suivre des masters communs. Plus de 3 000 étudiants et 750 membres du personnel universitaire ont eu l'occasion d'étudier à l'étranger dans le cadre de programmes d'échanges financés au titre de l'action 2 (partenariats) d'Erasmus Mundus. Le septième programme de recherche de l'UE a permis de distribuer un montant de 178 millions d'euros à plus de 600 projets dans 45 pays africains pour financer des recherches dans les domaines de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de la santé et de l'énergie.

La mobilité accrue entre l'Afrique et l'Europe crée de nouvelles possibilités d'améliorer les conditions de vie en Afrique au moyen des **envois de fonds** effectués par des travailleurs migrants. Entre 2007 et 2012, le total de ces envois à destination de l'Afrique a augmenté de 34,5 % pour atteindre 60,4 milliards USD en 2012. La même année, les envois de fonds sont devenus pour la première fois la plus grande source financière extérieure en Afrique, passant avant l'investissement étranger direct (IED) et l'aide publique au développement (APD), 35 % d'entre eux provenant de l'UE¹.

Les partenaires africains ont réussi à assurer un meilleur accès à la **santé** en Afrique. Grâce à l'aide financière versée par l'UE à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, 5,1 millions d'enfants de moins d'un an ont été vaccinés contre la rougeole en Afrique entre 2004 et 2013 (OMD 4). Des améliorations ont également été enregistrées dans le domaine de la santé maternelle: 5,4 millions de naissances ont été assistées par un personnel soignant qualifié (OMD 5). L'UE a contribué à dispenser une thérapie antirétrovirale à 261 000 personnes atteintes du VIH à un stade avancé (OMD 6), tandis que 41 millions de personnes ont désormais accès à une eau potable améliorée (OMD 7).

Avec le soutien de l'UE, l'Afrique a amélioré l'accès à des services **énergétiques** modernes pour plus de 18,2 millions de personnes entre 2007 et 2012. Pendant la même période, l'UE a contribué à assurer l'accès à l'électricité à plus de 600 000 ménages; 15 700 kilomètres de lignes électriques ont été installés et 78 000 emplois ont été créés dans le secteur de l'énergie.

La coopération dans le domaine de la **démocratie et des droits de l'homme** a obtenu des résultats notables. L'Europe a appuyé les efforts déployés dans de nombreux États africains pour y renforcer le processus de démocratisation. Depuis 2007, 38 missions d'observation des élections ont été déployées par l'UE en Afrique, souvent de concert avec l'UA et des organisations régionales, afin de consolider la démocratie et de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions publiques. L'UE a soutenu, par une aide de plus de 2 millions d'euros, le lancement du mécanisme africain d'évaluation par les pairs destiné à accroître l'adoption de mesures, de normes et de pratiques. Depuis 2008, l'UE et l'UA ont procédé chaque année à un dialogue sur les droits de l'homme.

L'Afrique et l'Europe ont travaillé main dans la main pour faire face au **changement climatique** grâce à une collaboration efficace dans des enceintes internationales. Lors de la conférence des Nations unies qui s'est tenue à Durban en 2011, la coopération entre les deux continents s'est avérée essentielle pour approuver une feuille de route vers un nouvel accord international sur le climat qui sera juridiquement contraignant pour toutes les parties d'ici 2015. L'Afrique est aussi le principal bénéficiaire de l'APD en matière de climat, pour laquelle la Commission européenne a fourni à elle seule plus de 3,7 milliards d'euros depuis 2002.

¹ Banque mondiale.

Investir pour la prospérité

Depuis 2007, les relations entre l'Afrique et l'Europe sont reparties sur une nouvelle base. Le partenariat a permis aux deux continents de profiter des possibilités de croître ensemble et de créer des emplois au travers du commerce et des investissements.

Le commerce entre les deux continents poursuit son expansion. Entre 2007 et 2012, les importations européennes en provenance d'Afrique ont augmenté de 46 %. En 2012, la valeur des marchandises africaines importées dans l'UE atteignait 187 milliards d'euros (soit moins de 10 % de l'ensemble des importations hors UE), tandis que les importations en Afrique de produits UE s'élevaient à 152 milliards d'euros. Durant cette période, l'UE est restée la principale source des importations africaines (34 % du total des importations africaines) et le principal marché à l'exportation de l'Afrique (40 % des exportations africaines). Au total, 37 % des échanges commerciaux de l'Afrique ont eu lieu avec l'UE en 2012.

Les échanges d'investissements entre l'Afrique et l'UE se développent dans les deux sens. En 2012, l'UE comptait pour 48 % des stocks d'IED (221 milliards d'euros) et pour 21 % des flux globaux d'IED (7,8 milliards d'euros) vers l'Afrique. Les investissements africains en Europe ont aussi progressé ces dix dernières années: les stocks d'investissements directs détenus par des investisseurs africains dans l'UE ont augmenté de plus de 700 % pour atteindre 77 milliards d'euros en 2012². L'UE est pionnière dans les solutions de financement innovantes comme les instruments combinés, utilisant ainsi son aide pour rendre les investissements commerciaux plus viables. À ce jour, plus de 80 subventions à des projets d'infrastructures en Afrique, d'une valeur totale de plus de 6,5 milliards d'euros, ont été accordées par l'UE.

L'Europe reste **le plus grand partenaire du développement de l'Afrique.** Entre 2007 et 2013, l'UE et ses États membres ont dépensé quelque 141 milliards d'euros en aide au développement de l'Afrique. En 2012 et malgré une évolution économique intérieure défavorable, les États membres de l'UE ont déboursé plus de 18,5 milliards d'euros d'APD, soit 45 % de l'APD mondiale pour l'Afrique.

La subsistance de près de 60 % de la population africaine dépend de **l'agriculture**. L'UE soutient les efforts déployés par l'Afrique pour transformer son agriculture afin de pouvoir faire face à des crises alimentaires mais aussi d'ériger un secteur rentable et compétitif sur le marché mondial, conformément aux objectifs de l'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. L'UE a dépensé plus de 3,5 milliards d'euros pour la sécurité alimentaire en Afrique. 31,9 millions de personnes ont reçu une aide via des transferts sociaux pour la sécurité alimentaire au cours des dix dernières années. Entre 2009 et 2011, en réaction à la flambée des prix alimentaires, l'UE a fourni, par l'intermédiaire de sa facilité alimentaire, 511 millions d'euros supplémentaires sous forme d'aide rapidement disponible aux pays africains.

Investir pour la paix

La promotion de la paix et de la sécurité est une priorité solidement ancrée du partenariat UE-Afrique, en tant que précurseur du développement et du bien-être des citoyens des deux continents. L'Afrique a réalisé de grands progrès pour assumer la responsabilité de la paix et de la sécurité sur son territoire. Avec les Nations unies, l'UE a soutenu sans réserve les efforts déployés par l'Afrique au niveau régional et au niveau du continent pour développer sa propre capacité à gérer, résoudre et prévenir les crises.

Au travers de la **facilité de soutien à la paix pour l'Afrique**, l'UE a versé plus de 1,2 milliard d'euros depuis 2004 pour contribuer au financement de plusieurs opérations de soutien de la paix menées par l'Afrique, toujours en cours: plus de 575 millions d'euros ont été engagés jusqu'à présent en faveur de l'AMISOM en Somalie, 50 millions d'euros pour la MISCA en République centrafricaine (RCA) et 2 millions d'euros pour l'initiative de coopération régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Par ailleurs, 443,7 millions d'euros ont été octroyés à six missions, à présent terminées, au Soudan, aux Comores, en RCA et au Mali.

² Eurostat.

En outre, des programmes de développement des capacités sont mis en œuvre afin de rendre opérationnelle l'architecture africaine de paix et de sécurité au niveau du continent et au niveau régional.

Depuis sa création en 2009, le mécanisme de réaction rapide de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique a permis à l'UE de soutenir 21 actions dirigées par l'Afrique dans le domaine de la prévention des conflits, comme les premiers stades d'activités de médiation, des missions d'information et la planification d'opérations de soutien de la paix. Rien qu'en 2013, la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique a financé sept initiatives dans la région du Sahel, au Soudan et au Soudan du sud, en RDC, au Mali, en République centrafricaine et en Somalie, pour un montant de 6,7 millions d'euros.

Au cours des dix dernières années, 16 **missions de gestion des crises** relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ont été déployées en Afrique pour maintenir la paix et prévenir les conflits: sept missions militaires (Artemis, en RDC, EUFOR RD Congo, EUFOR Tchad/RCA, EUNAVFOR Atalanta, EUTM Somalia et EUTM Mali et neuf missions civiles (EUPOL "Kinshasa", EUSEC RD Congo, Soutien à AMIS II, au Soudan et au Darfour, EUPOL RD Congo, EU SSR Guinea-Bissau, EUAVSEC South-Sudan, EUCAP NESTOR; EUCAP Sahel Niger; EUBAM Libya). Plus de 2 300 hommes et femmes servent actuellement sous le drapeau de l'UE pour soutenir les efforts africains en faveur du maintien de la paix et de la stabilité sur le continent.

L'UE est également activement engagée dans la **formation et la réforme** des forces de sécurité et de défense appelées à consolider la paix et la stabilité. Deux missions UE de formation ont dispensé une formation à plus de 12 800 militaires en Somalie et au Mali.

Dans le cadre d'un **dialogue politique** régulier, les Comités politiques et de sécurité respectifs de l'UE et de l'UA se sont réunis chaque année depuis l'adoption de la stratégie commune UE-Afrique, tant en Europe qu'en Afrique, pour favoriser une compréhension et des actions communes dans le domaine de la paix et de la sécurité.